



République de Côte d'Ivoire  
Union - Discipline - Travail



Le C2D, un partenariat au service du développement



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Côte d'Ivoire

### Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques Projets C2D Justice

#### Avis Général pour le Recrutement d'Experts et de Personnels Techniques pour l'Unité de Coordination du Projet C2D Justice

#### (Projet de Renforcement du Système Judiciaire et Pénitentiaire et de la Protection des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire CCI N° 1380 01 F)

##### 1. CONTEXTE

La justice, qui doit jouer un rôle central dans le rétablissement de la paix sociale et dans l'accompagnement du développement du pays, n'a pas été épargnée par les effets de ces crises, qui ont provoqué une profonde dégradation des conditions dans lesquelles elle est rendue.

Des réformes importantes ont déjà été entreprises par les autorités ivoiriennes, sur financement national ou avec l'appui des partenaires au développement.

##### Le Projet C2D Justice

Le premier contrat C2D franco-ivoirien, signé le 1er décembre 2012 est de 630 MEUR sur la période 2012 - 2015. Il couvre six secteurs, dont la justice à hauteur de 23 MEUR, soit 15 milliards de FCFA.

##### Composante 1 - Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires :

- composante 1.1 : construction des locaux de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;
- composante 1.2 : programme de formation continue de l'INFJ et, à la marge, de certains modules de formation initiale ;
- composante 1.3 : appui à maîtrise d'ouvrage à l'INFJ ;
- composante 1.4 : appui aux acteurs de la justice commerciale.

##### Composante 2 - Promouvoir et protéger les Droits de l'Homme et de l'enfant :

- composante 2.1 : programme de promotion et protection des Droits de l'Homme ;
- composante 2.2 : accès à la justice pour les personnes les plus vulnérables ;
- composante 2.3 : appui à la Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEP) du MJDHLP.

##### Composante 3 - Rapprocher la justice du justiciable par des constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles :

- composante 3.1 : constructions et équipement d'infrastructures judiciaires :
  - cour d'appel à Daloa ;
  - cour d'appel de Korhogo ;
  - tribunal de première instance de Port Bouët.
- composante 3.2 : constructions et équipement d'infrastructures pénitentiaires :
  - infirmerie dans les maisons d'arrêt et de correction de Dabou, Boundiali, Oumé, Touba et Lakota ;
  - maison d'arrêt et de correction à Guiglo.

Afin d'assurer la mise en œuvre efficace et efficiente du projet, le MJDHLP créera une Unité de Coordination de Projet (UCP Justice) en charge de la gestion technique et fiduciaire du projet.

L'UCP Justice, placée sous la direction d'un Coordonnateur, sera composée de personnels techniques et de personnels d'appui. Les présents termes de référence ont pour but de lancer le recrutement du personnel suivant :

- un Responsable Administratif, Financier ;
- un Responsable Suivi-Évaluation ;
- un Responsable Infrastructures ;
- un Spécialiste en Passation de Marchés.

##### 2. TÂCHES ET RESPONSABILITÉS DES PERSONNELS

###### 2.1. Le Responsable Administratif et Financier est chargé, entre autres, de :

En matière de **gestion financière** :

- conduire l'installation d'un système informatisé de gestion financière, comptable et de passation des marchés en mesure d'enregistrer, d'analyser et de rendre compte de manière adéquate et dans un minimum de temps de la situation de tous les fonds

et ressources employés dans le cadre de l'exécution du Projet ;

- préparer et suivre les budgets ;
- gérer les contrats d'audit comptable du Projet ;
- veiller à l'exécution et au respect du budget de l'UCP Justice ;
- assurer la gestion financière et la préparation de tous les dossiers relatifs aux opérations de budget, de plan de gestion et des rapports y afférents.

En matière de **trésorerie** :

- préparer et suivre le budget et la trésorerie ;
- élaborer les plans prévisionnels de trésorerie et suivre leur réalisation ;
- assurer le contrôle de la régularité des titres de créance reçus (factures, décomptes) ;
- assurer les tâches de vérification des soldes comptables, les paiements, les demandes de remboursement des fonds, les approvisionnements du compte conformément aux procédures du C2D en vigueur.

En matière de **gestion budgétaire** : préparer le calendrier annuel d'élaboration du budget du Projet ;

- élaborer le budget prévisionnel de l'UCP Justice ;
- consolider et suivre l'exécution le budget du Projet ;
- Suivre l'exécution financière des conventions, contrats ou des protocoles avec les opérateurs et prestataires impliqués dans l'exécution des activités du Projet C2D Justice conformément au manuel des procédures administratives, financières et comptables ;
- veiller au respect du calendrier budgétaire et de la transmission des informations nécessaires ;

En matière de **gestion administrative** :

- superviser l'élaboration et l'actualisation du manuel des procédures et celle de l'ensemble du système informatique intégré d'information et de gestion administrative, financière et comptable ;
- s'assurer que les rapports d'évaluation des offres reçoivent les approbations nécessaires des membres compétents de l'Administration, avant de requérir l'avis de l'AFD ; assurer l'archivage des documents du Projet C2D Justice ;
- veiller à la protection des actifs acquis dans le cadre du Projet C2D Justice et au respect de ses engagements contractuels ;

En matière de **affaires générales et juridiques** :

- le suivi des baux et contrats conclus avec les prestataires externes (loyers des locaux à usage de bureau, maintenance et entretien des équipements, ...) ;
- l'appui à la préparation des réunions de l'UCP Justice ;
- la réalisation de tous travaux relevant de sa compétence.

En matière de **gestion des ressources humaines** : la préparation des actes de recrutement ;

- la tenue des dossiers individuels du personnel ;
- la préparation et la mise en œuvre du paiement des salaires ;
- le traitement des requêtes individuelles ;
- l'établissement des déclarations sociales ;
- la planification et notification des congés annuels ;
- la préparation et le suivi des dossiers de formation et de perfectionnement du personnel ;
- l'élaboration d'un plan de formation

###### 2.2. Le Responsable du Suivi/évaluation est chargé, entre autres, de :

- mettre en place un système de gestion des données (collecte, analyse et validation des données) et élaborer un plan de suivi évaluation, des tableaux de bord et des dispositifs de suivi du Projet ;
- préparer et aider à la compilation des données et rapports mensuels, trimestriels et annuels ;

- organiser des missions de suivi des composantes du Projet ;
- conduire la mise en œuvre sur le terrain des activités relatives au suivi des performances, des réalisations et des résultats du Projet ;
- déterminer le cadre pour établir et/ou affiner une liste d'indicateurs d'effet, d'impact et de résultats pertinents pour le Projet C2D Justice ;
- animer la remontée des informations des différents opérateurs du Projet ;
- Participer à l'élaboration et au suivi du Plan d'Activités Annuel du Projet C2D Justice (PAA) de chaque composante des projets ;
- suivre l'élaboration des termes de références des études d'impact ;
- assurer l'élaboration et le suivi de la production des rapports mensuels d'exécution physique et financière du Projet, en collaboration avec les autres structures du Ministère impliquées dans la mise en œuvre du Projet.

### 2.3. Le Responsable Infrastructures est chargé, entre autres, de :

- élaborer les termes de référence (TDR) des études et contrôle de travaux d'infrastructure, de construction et de VRD prévus dans le cadre du Projet C2D Justice ;
- participer à la préparation des dossiers de consultation des bureaux d'études et des entreprises pour les travaux de construction et de réhabilitation prévus ;
- assurer la supervision de l'élaboration des études techniques, économiques et les plans d'exécution des projets de construction et de réhabilitation prévus dans le cadre du Projet C2D Justice ;
- représenter l'UCP Justice aux réunions techniques de chantiers ;
- superviser l'exécution des travaux des chantiers, selon les règles de l'art, et la mise en œuvre des activités relatives à la construction des infrastructures judiciaires et pénitentiaires dont le financement en liaison avec les services concernés du MJDHLP et de l'INFJ ;
- veiller au respect des délais, conformément aux plannings qui auront été élaborés et validés dans le Plan Annuel d'Activité (PAA) du Projet C2D Justice ;
- superviser les réceptions provisoires et définitives des travaux de construction et de réhabilitation du Projet C2D Justice.

### 2.4. Le Spécialiste en passation de marchés :

Le Spécialiste en passation de marchés travaillera en étroite collaboration avec tous les membres de l'UCP Justice et de la cellule C2D de la DMP. En outre, il sera responsable des tâches suivantes :

- Elaborer et faire le suivi du plan de passation des marchés ;
- tenir à jour les données du plan de passation des marchés du Projet et développer des mécanismes de suivi de l'exécution des contrats ;
- superviser la préparation des dossiers d'appel d'offres de travaux ou de biens, et de demande de propositions pour les services de consultants selon les modèles types relatifs aux projets financés dans le cadre du C2D, les finaliser et assurer leur transmission. mettre à jour les avis généraux de passation des marchés, préparer les avis spécifiques d'appel d'offres de travaux et de fournitures, ainsi que les avis d'appel à manifestation d'intérêt pour les services de consultants, et veiller à leur publication ;
- assurer le contrôle qualité des rapports d'évaluation des offres et propositions reçues, y compris des rapports d'ouverture des offres ;
- participer, régulièrement et périodiquement, aux travaux des missions de supervision ; assister l'équipe de mise en œuvre du Projet dans les travaux de préparation des missions de supervision, de revue a posteriori des marchés par l'AFD ou des audits indépendants par des consultants de l'AFD ;
- superviser la préparation des marchés et les finaliser. superviser l'établissement et la notification des ordres de service de démarrage des travaux ou des prestations ;
- produire, mensuellement, une situation des marchés et contribuer aux aspects de passation des marchés du Rapport de Suivi Financier ;

### 3. QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES REQUISES

#### Pour le Responsable administratif et Financier.

- titulaire d'un diplôme de niveau Baccalauréat + 4 au moins en comptabilité, en Economie, en droit, en gestion financière ou contrôle de gestion
- expérience professionnelle avérée de 5 années comme Responsable Administratif et Financier, dans un cabinet comptable, d'audit (niveau Senior), une entreprise ou administration publique de préférence dans le domaine de la justice ;
- expérience avérée dans les domaines de l'élaboration et de l'utilisation d'instruments de gestion financière et comptable, de la gestion juridique et administrative de contrats, de l'analyse financière, de la gestion des ressources humaines pour une période d'au moins deux années ;
- avoir une connaissance et une maîtrise suffisante des logiciels comptables usuels ainsi qu'une bonne capacité en analyse financière, en communication et en rédaction des rapports financiers ;
- avoir une maîtrise avérée d'un système informatisé de gestion adaptée aux projets de développement ;
- avoir une maîtrise de l'outil informatique et des logiciels courants (Word, Excel, Power point, Internet Explorer et autres outils de communication) ;
- une expérience dans un projet financé par l'AFD, la Banque Mondiale ou un organisme similaire pour une période d'au moins deux (2) années constituerait un atout ;
- justifier de la capacité à travailler en équipe, sous pression et avoir de bonnes capacités de communication et de rédaction ;
- la connaissance du secteur de la justice ivoirien et notamment du fonctionnement de l'administration judiciaire sera un atout.

#### Pour le Responsable Suivi-Évaluation.

- être titulaire d'un diplôme de niveau Baccalauréat + 4 au moins (Ingénierie, Droit, Science

- économique, Gestion de projets ou diplôme équivalent) ;
- la maîtrise des outils informatiques (Windows, Excel, PowerPoint, internet, etc.) ;
- une bonne capacité de communication et de rédaction ;
- une expérience avérée de 5 années comme responsable suivi-évaluation, dans le domaine de la gestion de projets ;
- une bonne connaissance des techniques de gestion et maîtrise avérée d'un système informatisé de gestion adapté aux projets de développement, tels que ceux utilisés pour les projets financés par les partenaires au développement (AFD, Banque Mondiale, etc.) ;
- une expérience préalable dans un projet financé par l'AFD, la Banque Mondiale ou un organisme similaire pour une durée minimum d'une année sera un atout.
- la connaissance du secteur de la justice ivoirien, notamment du système judiciaire et pénitentiaire sera un atout.

#### Pour le Responsable Infrastructures

- être titulaire d'un diplôme de troisième cycle de l'enseignement supérieur en génie civil, architecture, ingénierie du bâtiment, ou tout autre diplôme équivalent de type bac + 5 ;
- une expérience professionnelle de 10 ans dont 5 ans minimum dans la construction/ réhabilitation d'infrastructures ;
- une expérience acquise préalablement dans le cadre de projets financés par l'AFD, la Banque Mondiale ou par un autre partenaire au développement pour une période d'au moins deux (2) ans sera un atout ;
- justifier de la capacité à travailler en équipe et avoir de bonnes capacités de communication et de rédaction ;
- avoir une maîtrise de l'outil informatique et des logiciels courants (Word, Excel, Power point, Internet Explorer et autres outils de communication) ;
- la connaissance du secteur de la justice ivoirien serait un atout.
- une expérience dans la construction / réhabilitation d'infrastructures judiciaires et pénitentiaires sera un atout ;

#### Pour le Spécialiste en passation des marchés :

- Être titulaire d'un diplôme minimum Bac+4 d'ingénieur, ou d'une Maîtrise de gestion, économie, droit, administration des marchés, administration publique ou comptabilité avec une spécialisation en passation de marchés ou tout diplôme équivalent ;
- une expérience professionnelle de 5 ans minimum dont trois (3) au minimum en qualité de responsable d'une cellule de passation des marchés dans le secteur public ou privé ou avoir assumé des responsabilités similaires dans ce domaine.
- excellente connaissance des techniques de passation des marchés en générale et des règles de procédure de passation des marchés en vigueur en Côte d'Ivoire, notamment des dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application ;
- justifier de la capacité à travailler en équipe, sous pression et avoir de bonnes capacités de communication et de rédaction ;
- avoir une maîtrise de l'outil informatique et des logiciels courants (Word, Excel, Power point, Internet Explorer et autres outils de communication) ;
- avoir une expérience dans un projet financé par un bailleur de fonds (Banque mondiale, Union Européenne, Banque Africaine de Développement, Agence française de Développement, etc.) sera un atout ;
- la connaissance du secteur de la justice ivoirien sera un atout ;
- Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation de marchés ;
- Avoir un esprit d'initiative et le sens de l'anticipation ;
- Être organisé et capable de produire des résultats de qualité dans les délais impartis

**N.B :** (1) Pour tous ces postes, une expérience dans un projet financé par l'AFD, la Banque Mondiale ou un organisme similaire constituerait un avantage.

(2) Les termes de référence détaillés peuvent être consultés à la Cellule d'exécution du PARMSJP situé à Abidjan- Cocody, 2ème villa derrière la Station Shell en face de la Mosquée d'Aghien, Tél.: (225) 22 50 18 03 / 22 50 18 05,

ou être consultés sur les sites suivants : <http://www.justice.gouv.ci> ; [www.dgmarket.ci](http://www.dgmarket.ci)

(3) Les postes sont ouverts aux indépendants et aux agents fonctionnaires de l'Etat de Côte d'Ivoire qui répondent aux critères. Les candidats fonctionnaires devront s'engager à fournir au moment du recrutement une attestation écrite du ministère chargé de l'emploi du fait qu'ils bénéficient d'une disponibilité et qu'ils sont autorisés à travailler à temps complet en dehors de leur poste officiel antérieur.

(4) Il s'agit de postes à temps plein qui ne peuvent être cumulés avec d'autres fonctions, dans le secteur privé ou au sein de l'administration.

(5) Les candidats devront être disponibles sans délai pour leur prise de fonction.

#### 4. DUREE DE LA MISSION

La durée du contrat des personnels à recruter est de un (1) an renouvelable si les performances sont jugées satisfaisantes par le Coordonnateur de l'UCP avec avis de l'AFD.

#### 5. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier des candidatures doit comprendre :

- une lettre de motivation signée du candidat ;
- un curriculum Vitae détaillé certifié sincère ;
- la photocopie des diplômes mentionnés dans le curriculum vitae (CV) ;
- les attestations de travail des expériences passées évoquées dans le CV.

#### 6. PROCÉDURE DE RECUEIL DES CANDIDATURES

Les candidatures doivent être soumises sous plis fermés à l'adresse suivante : Cellule d'exécution du PARMSJP du MJDHLP situé à Abidjan- Cocody, 2ème villa derrière la Station Shell en face de la Mosquée d'Aghien - Tél.: (225) 22 50 18 03 / 22 50 18 05, avant **le jeudi 12/02 février 2015, à 17h 00 mn** avec mention sur le pli du poste sollicité.